

UNION DES COMORES

Unité – Solidarité - Développement



DISCOURS

De Son Excellence Dr IKILILOU DHOININE,

Président de l'Union des Comores

A l'occasion de la Conférence des Nations Unies

sur le Développement durable Rio+20.

Rio de Janeiro, le 21 juin 2012

- **Excellence Madame la Présidente,**
- **Excellences Mesdames et Messieurs les Chefs de délégation,**
- **Monsieur le Secrétaire General des Nations Unies,**
- **Honorables délégués,**
- **Mesdames, Messieurs,**

Je voudrais, au nom de ma délégation et en mon nom propre, joindre ma voix à celle des éminentes personnalités qui m'ont précédé devant cette auguste Assemblée, pour exprimer nos sentiments de gratitude au Gouvernement et au peuple frère du Brésil, pour l'accueil chaleureux et fraternel qui nous a été réservé, depuis notre arrivée dans ce beau pays.

Je voudrais aussi vous féliciter, très chaleureusement, Madame la Présidente, pour avoir été investie de la confiance et de la lourde responsabilité de diriger nos débats.

**Excellences,
Honorable assistance,**

Voici vingt ans déjà que le sommet de Rio, puis celui de Johannesburg, ont affirmé la nécessité et consacré l'engagement de la communauté internationale, de tout mettre en œuvre, pour le développement planétaire et la protection de l'environnement mondial.

Certes, le bilan montre des progrès dans certains domaines, mais la planète est encore aujourd'hui, en proie à de nombreux défis sociaux, écologiques et économiques complexes et interdépendants, d'une gravité exceptionnelle.

Les conséquences du réchauffement climatique, la détérioration de la santé, la disparition de la biodiversité à un rythme effréné, le recul des forêts, l'utilisation irrationnelle des sols et des sous-sols, les pénuries en eau et les atteintes à l'environnement marin, représentent, en effet, des menaces sérieuses pour la vie sur terre.

Les tensions actuelles sur les denrées alimentaires et l'énergie, la persistance de la pauvreté qui touche un quart de la population de la planète, le sous-développement qui affecte plus de la moitié de l'humanité et les menaces directes sur la paix mondiale, sont autant de défis, qui soulignent la modestie des résultats de l'action internationale.

Les pays les Moins Avancés et les Petits Etats Insulaires en Développement, comme le mien, sont plus particulièrement concernés, en raison de la fragilité de leur écosystème et de la possible élévation du niveau de la mer.

A cela s'ajoute leur forte dépendance à l'égard des ressources naturelles et leur économie peu diversifiée, et à faible potentiel de croissance.

Ces pays sont également exposés à la multiplication des évènements climatiques extrêmes et leur violence aggravée.

Vous me permettez, alors, Mesdames et Messieurs, de parler à titre d'exemple, du cas de mon pays l'Union des Comores.

Etat insulaire en Développement, mon pays a été durement frappé, le mois d'avril dernier, par de fortes intempéries et des inondations qui ont sinistré plusieurs villages.

Ces évènements hydrométéorologiques ont affecté plus de 480 familles les laissant sans abris et plus de 20,000 enfants sans écoles, et ont également occasionné la destruction de nombreux kilomètres de routes mais aussi et surtout des pertes en vies humaines.

Aussi, il m'est aujourd'hui opportun de témoigner, au nom de mon pays, notre gratitude à l'endroit de tous les pays et organisations qui se sont mobilisés au bénéfice de ces zones sinistrées.

Je lance à nouveau un appel, afin que les efforts consentis et déployés pour nous accompagner dans ces épreuves, soient maintenus et renforcés, mon pays ne pouvant seul y faire face, tant l'ampleur des besoins reste immense.

Car, au-delà de l'aide immédiate pour secourir les populations sinistrées, se pose désormais avec plus d'acuité, la problématique de notre pays archipélagique exposé, d'une part, à la montée du niveau des eaux et, d'autre part, aux risques permanents d'éruptions volcaniques.

C'est pourquoi, au regard de toutes ces menaces réelles qui constituent une vraie alerte, il s'avère nécessaire de redessiner une cartographie des habitations qui puisse limiter les risques, en cas de catastrophes naturelles.

Sur ces nombreux risques énoncés, viennent se greffer également les risques de déversements accidentels d'hydrocarbures en mer qui constituent une menace supplémentaire potentielle, notamment pour les îles de l'Océan indien, ou transitent 30 pour cent de la production pétrolière mondiale.

Ainsi, les Plans d'action de la Barbade et de Maurice, destinés à prendre en compte les spécificités des Petits Etats Insulaires, doivent aujourd'hui, être exprimés en termes d'objectifs quantifiés et d'engagements chiffrés, assortis de délais de mise en œuvre.

Madame la Présidente,

La mondialisation rapide de l'économie et la recherche d'avantages économiques concurrentiels, ne tiennent pas compte des limites de la planète et ont, pour conséquences, de creuser les fossés entre riches et pauvres et d'accélérer les déséquilibres écologiques.

En outre, les questions d'agriculture et d'énergie qui devaient constituer une des priorités de l'action internationale en tant qu'enjeux majeurs de développement, reconnus à Rio, ont fait souvent l'objet de débats contradictoires, difficiles à surmonter.

Demeure ensuite, notre incapacité à atteindre les Objectifs de Développement du Millénaire et à lutter efficacement contre la faim qui concerne encore un milliard d'habitants, malgré la croissance globale.

Ainsi, mon pays pense-t-il que ce Sommet doit être celui de la raison et de l'action surtout, un tournant dans l'Histoire contemporaine, l'occasion de donner un nouvel élan d'espoir, à travers un engagement politique renouvelé, pour la mise en œuvre de décisions de portée réelle, pour l'avenir de notre planète - terre unique.

Madame la Présidente,

Les faiblesses de la gouvernance internationale actuelle, en matière d'environnement et les défis à relever, justifient amplement, la création d'un nouveau cadre institutionnel.

A cette fin, mon pays, souscrit à la proposition d'ériger le PNUE, en une Organisation des Nations Unies pour l'Environnement.

Il va sans dire que cette institution devra être dotée de moyens financiers adéquats, sur la base d'une évaluation des besoins, mais aussi, et surtout, de la légitimité, des pouvoirs et des compétences exécutifs nécessaires.

Nous devons, surtout, nous concentrer beaucoup plus sur la mise en œuvre que sur la négociation, à travers un soutien conséquent, aux initiatives nationales, régionales, mais aussi communautaires, pour progresser rapidement dans la voie du Développement Durable.

Cette voie réaliste et efficace exige un renforcement des capacités techniques et institutionnelles pour l'élaboration de politiques publiques, un transfert de technologies et l'arrêt de l'érosion actuelle de l'aide publique au développement en direction, notamment des pays pauvres.

Madame la Présidente,

La nature globale des crises multiples qui ont surgi, au cours de la décennie écoulée, est une source d'inspiration et de motivation pour reconsidérer les modèles économiques, et de croissance traditionnels, et libérer l'imagination pour une nouvelle approche économique.

Dans ce contexte, l'économie verte peut constituer aujourd'hui, un outil de transition indispensable vers le développement durable.

Cette transformation technologique exige, néanmoins, des réformes politiques et économiques sérieuses et des choix plus responsables.

Il est sans doute nécessaire, dans le contexte de l'économie verte, de définir et mettre en place des règles, plus favorables et incitatives aux actions en faveur d'une utilisation plus efficace des ressources et de l'innovation, pour des produits à faible consommation d'énergie et de matière.

Cela revient, tout simplement, à redonner la place à la vie, parce que nous aurons accepté de redéfinir nos modes de production et de consommation et un mécanisme nouveau de solidarité qui transcende les clivages traditionnels Nord-Sud.

Voilà, à notre avis, toute la dimension des défis et des enjeux qui se posent à l'humanité.

Je voudrais donc, pour terminer, dire le plein espoir de l'humanité pour le futur que nous voulons, à l'issue de ce Sommet sur le Développement Durable, pour que vivent le multilatéralisme et la solidarité internationale.

Je vous remercie.